

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

Grandes manoeuvres politiques	p I
Les travailleurs en France (informations d'entreprise occupation A C D B Dunkerque grève S M S Hagondange témoignage : Renault à Flins)	p 3
Liaisons	p II
A l'étranger (syndicats au Maroc Israël)	p I4
Correspondance (grève des médecins en Belgique réponse à un délégué syndical)	p I6
Publications	p 20
Hors texte: les conséquences de l'automatisation dans une société d'assurance. mensuel	

LE NUMÉRO

0,50 F

Numéro 30

Juin-Juillet 1964

DIRECT ACTION: (en anglais) (section anglaise de l'Association Internationale du Travail - Bill Christopher -34 Cumberland Road- Londres - E.I7) mai et juin 64- suite et fin de l'article "Lénine et le contrôle ouvrier".

REVOLTES : (culturel et technique) - Sdes, 144 Rue de Flandre - Paris 19è.
N° 19 - Le Néo- colonialisme .
Liaisons révoltes (mai 64) Il n'y a plus de civils - Après la FUAJ, la CGT.

LE BRULOT: (G.Dassonville, 25 Rue de Civry, Paris 16è) N° 24- 15 mai 64.
[] scuscription pour la réédition de la "Crise Sexuelle de W.Reich" (Marc Prévot tel 21 Rue de Nice, Paris, XIè) (ccp.18183-96 Paris).

LA REVOLUTION PROLETARIENNE:
(syndicaliste révolutionnaire- 21 Rue Jean Robert- Paris 18è) -N° 494-mai 64- Alfred Rosmer- A l'écoute de l'autogestion industrielle (D.Guérin)- la grève des médecins belges- un texte intéressant sur le dépassement des syndicats au cours d'une grève au Chili.

IEWS and COMMENTS: (P.O.Box 261 Cooper Station- New-York 3) en anglais (de la Ligue Libertaire USA).- N° 46- printemps 64- Un article sur la misère aux USA- l'anarchisme et la loi- Cuba aujourd'hui.

LUTTE DE CLASSE (pour le pouvoir des travailleurs) - mai 64- (Jean Renault -73 Rue Blanche- Paris 9è).
Pacifisme ou lutte de classe- travailleurs et bureaucratie - Dans les Asturies.

LE PROLETAIRE: (parti communiste internationaliste-bordiguiste)
N° 10-Mai 64 - B.P. 375, Marseille-Colbert.
10 pages de polémiques sur le PC, sur la Russie et sur la CGT- trois pages sur la jeunesse "clientèle électorale ou force révolutionnaire de demain".

CAHIERS DES AMIS DE HAN RYNER:
(3 Allée du Château- Pavillones-sous-Bois)(Seine)
N° 73-juin 64- deux dialogues de la guerre- les pacifiques.

LE COMBAT SYNDICALISTE: (section française de l'A.I.T.) 24 Rue St Marthe, Paris 10è
21 Mai 64- Espagne libre - sur la force de dissuasion - au nom de la liberté.

QUITTONS L'OTAN: (centre Liégeois d'action pour la non-violence).
N° 2- 16 Les Petits Butty- XHORIS (Belgique)
Des documents nombreux sur ledéveloppement des armements.

A.I.T. (organe de l'Association Internationale des Travailleurs- 4 Rue Belfort Toulouse -) mai 64- N° 60- Textes sur le 1° Mai.

VOIX OUVRIERES: (pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire)
29 Rue de Château-Landon- Paris, 10è.
N° 14- 19 mai 64- Ne pas rester spectateurs- La gestion "démocratique" des entreprises nationalisées - Dien Bien Phu - D'une biographie de Rosmer, cette "énorme" conclusion: " Et s'ils étaient peu nombreux (les jeunes à l'enterrement) ils se souviendront que Rosmer non plus n'était pas du côté du grand nombre à Zimmerwald et que c'est pourtant de Zimmerwald que la Révolution Russe est sortie et que le communisme mondial est né "- Faut-il commenter?
N° 15-2 juin 64: un calme peu rassurant- deux pages sur russes et chinois-, sur le flirt PC-SFIO- un article sur les "jeunes gens en colère"(quel dommage que leur colère ne passe pas par le parti révolutionnaire)-les échos d'entreprise groupés maintenant par rubriques: l'action- les femmes- les conditions de travail, etc..

grandes manœuvres politiques

La campagne électorale pour 1965 est ouverte et de toute part, c'est un assaut de démagogie; il s'agit de conditionner les électeurs et de leur faire croire ou que tout va bien ou que tout va mal: l'essentiel est qu'ils votent "bien" et se tiennent tranquilles après.

Le succès politique seul compte: là où il y a des luttes, elles doivent couvrir pour ne flamber qu'au grand jour de la consultation électorale; là où il n'y a pas de luttes, une intense propagande doit persuader les travailleurs de "l'aggravation des conditions de vie et de travail" (I)

Tous les tracts distribués actuellement dans les entreprises permettent de mesurer non seulement cette démagogie, mais aussi la tactique de la CGT: " Les luttes pour les revendications... sont des luttes contre les effets du pouvoir de monopoles. Elles sont nécessaires, mais pour des conquêtes plus importantes et plus durables, il est indispensable de remplacer le pouvoir personnel par une constitution démocratique. (tract PC, Renault-22/5/64).

"Les récentes élections cantonales, les grands mouvements revendicatifs des secteurs privés et publics, les manifestations estudiantines en sont le témoignage. L'idée d'un programme commun aux démocrates s'impose de plus en plus comme une nécessité impérieuse afin d'offrir une alternative claire au régime du pouvoir personnel ". (tract CGT-et PC sur la Commune- 26/5/64).

"Pour le faire aboutir, pour le faire imposer, il ne faudra pas des mouvements d'avant-garde, mais un mouvement de masse d'une puissance inégale, plus importante qu'en 1936..." (tract PC Renault, 22/5/64).

"Développer les luttes... les faire converger pour aller vers une démocratie véritable " (titre sur deux pages de l'écho des métallos Renault- section du PC- 22/5/64).

o o

o

La grande offensive électorale contre le gaullisme est en route et les travailleurs doivent fournir les bulletins de vote pour la solution politique de rechange- clan capitaliste (pro-américain et pro-russe) contre autre clan capitaliste (français).

Quand les travailleurs doivent entrer en lutte comme dans les mines de fer de Moselle, leur lutte est isolée (voir l'exemple de Trieux) et déviée sur des manifestations de masse, toutes classes de la population comprise, des congrès de maires, des comités régionaux, rien que des actions politiques confuses .

(I) ce que démentent les statistiques officielles du gouvernement et des syndicats. L'estimation la plus basse, celle de la CGT "avoue" 13% d'augmentation du pouvoir d'achat du salaire moyen de 58 à 63 tout en soulignant qu'il s'agit de moyennes recouvrant d'importantes inégalités.

Il y a un député communiste de plus en Moselle, mais qu'y a-t-il de changé à la situation des mineurs de fer?

Les phrases rapportées ci-dessus prennent tout leur sens. Elles ne sont nullement l'apanage de la seule CGT. Actuellement, les syndicats et les partis politiques qui soutiennent les intérêts économiques internationaux opposés au gaullisme, rôdent leur tactique et leurs armes pour les mouvements d'automne 64 et du printemps 65. Comités de défense de l'emploi en Loire Atlantique, à Decazeville, en Lorraine, où l'on retrouve depuis les indépendants jusqu'au PSU et PC, syndicalistes, commerçant, paysans, etc... manifestations de masse à St Nazaire, Nantes, Decazeville, Hagondange, prétextes à exhibitions politiques.

Tout cela se répète bien depuis quelques mois et tend à conditionner l'électeur ouvrier. Mais pour parer au danger d'un débordement possible, les machines syndicales se préparent aussi à leur tâche d'encadrement et de canalisation. " Pas de mouvements d'avant-garde, mais un mouvement de masse, d'une puissance inégalée, plus important qu'en 1936 ..." Vous avez bien lu.. Pas de "débordement", les troupes doivent manoeuvrer, c'est tout. Et les syndicats sont plus puissants qu'en 1936 pour faire tout ce travail.

Ce n'est pas un hasard si au même moment, les syndicats excluent de leur sein ou des fonctions de responsables ceux qu'ils avaient tolérés jusqu'à maintenant parce qu'ils pouvaient servir sa "façade ouvrière". Les "opposants" de FO (anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, trotskystes) qui, il y a un an et moins se vantaient de conquérir FO se retrouvent sur la touche dans l'indifférence générale. La CGT exclut, au département 37 chez Renault, un trotskyste, à Nantes St Nazaire, une douzaine de militants " pas d'accord" avec la tactique de la centrale.

Il faut appeler les choses par leur nom. Toutes ces exclusions ou mises au rancart visent non seulement de simples travailleurs (cela arrive souvent mais ne fait pas tant de bruit parce qu'ils n'ont pas de publicité à faire pour une organisation) mais des militants appartenant à des groupes politiques (Voix Ouvrières, trotskystes, anarcho-syndicalistes) qui à l'action politique du PC et de la CGT, de FO et de la SFIO, de la CFTC et des chrétiens, opposent une autre action politique celle de leur groupe politique ou idéologique.

Pour eux aussi, le syndicat, c'est le moyen "d'être à la tête des travailleurs". Ils ne peuvent concevoir d'être ailleurs que dans le syndicat et toutes leurs critiques, au nom de la démocratie ouvrière, tend simplement à leur préserver une place dans l'organisation. Ils font beaucoup de bruit, eux aussi, pour que les travailleurs suivent leurs mots d'ordre.

Le "combat d'ensemble" qu'ils préconisent (tract de 135 syndicalistes de la Loire Atlantique abusivement intitulé "les travailleurs de Nantes aux travailleurs de France") correspond au mouvement de masse, du PC; mais avec d'autres méthodes et à un autre moment. C'est au fond le même mot d'ordre d'organisations ou de leaders qui se soucient tout aussi peu de ce que font et de ce que veulent les travailleurs.

Tout comme dans les tracts du PC et de la CGT, on retrouve les mêmes prédictions de catastrophes qui vont s'abattre sur les travailleurs. Ils parlent d'unité d'action comme tous les syndicats quotidiennement. La lutte d'ensemble que "les organisations syndicales devraient diriger" (sic) elles la feront si cela leur est

nécessaire, au moment choisi par elles. Alors, les militants "révolutionnaires" syndicalistes en seront réduits à suivre le courant de l'eau qu'ils auront fait couler. Pour le profit et le renforcement des syndicats qui les fera passer alors pour des fascistes comme au temps de l'OAS. Car ils seront bien mal placés alors pour critiquer ce qu'ils auront demandé si fort.

Les syndicats, leurs mots d'ordre d'unité ou de mouvement d'ensemble se passeraient bien d'aussi zélés propagandistes qui en fin de compte ne font qu'accroître l'emprise de ce qu'ils prétendent combattre.

oooooooo

les travailleurs en france

P.T.T.

(centre de tri de Paris).

Chaque syndicat a eu "sa grève". FO le 18 mars et la CFTC les 15 et 16 mai. La CGT a laissé ses deux compères prendre les initiatives et s'est ralliée aux deux mouvements, avec la "colère" de la CFTC abandonnée le 18 mars et le "mépris" de FO pour l'action commune CGT-CFTC des 15 et 16 mai.

Chacun fait la morale à l'autre pour sa "mauvaise conduite". FO doit abandonner son anti-cégétisme de parade. La CGT doit respecter ses engagements (tract CFTC- 7/4/64).

"Sérieux avertissement pour le pouvoir des monopoles" (tract CGT 12/4/64). On se demande lequel puisque par tract du 29/5/64 la même CGT, après les deux jours de grève, répète. "Face au rejet des revendications...il faut organiser la lutte dans les P.T.T..." Sans doute qu'elle ne l'était pas avant. Le "pouvoir des monopoles" a dû bien souffrir. Comme le disait le ministre des PTT à un représentant du syndicat autonome: "vous pouvez faire grève tant que vous voulez je m'en fiche".

Si la CGT essaie d'embrayer sur l'action politique, la CFTC se contente d'offrir ses services comme société d'assurance: "un syndicalisme fort doit aider les grévistes. Seule la CFTC peut vous offrir cette aide. Avec 2.50 supplémentaires, vous touchez 15 Fr. par jour de grève. La cotisation obligatoire vous donne droit à 3 Fr par jour de grève." (tract CFTC - 26/5/64). Le patron peut s'assurer contre la grève auprès des boîtes d'assurance, les ouvriers aussi à la CFTC; après on peut faire grève en toute tranquillité. A condition que ça ne dure pas trop longtemps, sinon la caisse serait à sec.

Pour les employés du centre de tri, un ou deux jours de grève par mois ça devient rituel. On a le droit de grève, il faut s'en servir, à condition que ça ne dérange pas les habitudes. La grève de Mai tombait un vendredi 15 et Samedi 16 pour les centres de tri. La grève a été "organisée" pour permettre aux gars de partir tout de suite chez eux, ou en week-end prolongé. Par exemple si les brigades de nuit font la grève toute la nuit, on leur retire deux jours; alors les grèves sont désormais d'une demi-nuit; pour les ambulants, s'ils font grève et ne partent pas, cela fait 4 jours de grève en raison du service; s'ils partent et font grève dans le train, ils sont considérés comme faisant grève sur le tas

et sanctionnés. De nombreux ambulants prennent leur service 3 ou 4h avant le départ du train pour travailler "en gare"; souvent leur grève consiste à ne prendre leur service qu'au départ du train... Le résultat, c'est que sur 48 heures de grève, il y a toujours plus ou moins de personnel, le trafic n'est pas éculé bien sûr, ça "merdoie" toujours. Les gars qui sont là s'occupent comme ils peuvent, ils ont l'air de passer leur temps, de regarder ou d'attendre que la pendule tourne...

JEUMONT: Journée revendicative CGT à laquelle s'est ralliée la CFTC; tract commun avec les revendications rituelles. Débrayage à 5h. "Tout le monde sort" "Ca tombe au poil, il fait beau". La plupart des gars foncent au train pour être plus tôt chez eux. Même les délégués qui "manifestent" à St Denis font ça de façon mécanique, sans se prendre au sérieux.

RENAULT: (Flins).
Agitation sporadique habituelle des syndicats qui s'invectivent sur la durée des "mouvements" et sur leurs activités; ce qui n'empêche pas l'Humanité de dire que les ouvriers ont manifesté. A Flins les syndicats sont encore moins actifs qu'à Billancourt et ils se gardent bien de parler des conditions de travail et de l'atmosphère de l'usine (voir texte distinct) que les ouvriers acceptent ou sont contraints d'accepter.

Il est difficile de savoir pourquoi les élections des délégués n'ont pas eu lieu à Billancourt; il est question de prolonger le mandat des délégués en place. Seul un tract CFTC on a parlé un peu. Tout le monde d'ailleurs s'en désintéresse

SUD AVIATION: (Courbevoie)
Les trois usines de la région parisienne (La Courneuve, Suresnes, Courbevoie) fabriquent des fusées. Il n'y a pas de travail en série, pas de cadences, les temps sont libres. A Courbevoie, sur 1000 travailleurs, il y a environ 400 ouvriers tous professionnels; le reste employé et techniciens. Le débrayage pour la journée revendicative dans la métallurgie a été suivi seulement dans les ateliers. Les revendications les plus importantes sont particulières à l'usine résistance à la transformation d'une prime semestrielle (prime "Caravelle" entre 100 et 200 frs) en prime mensuelle d'assiduité, résistance à la modification du système d'examen des essais professionnels (les syndicats demandent à participer au contrôle des examens), débrayage suivi par tous cette fois pour les salaires, suite à une proposition patronale d'augmentation de 1%. Comme dans les autres boîtes rivalités CGT-CFTC sur les mots d'ordre, la durée des mouvements et leur coordination.

COMPTOIR LYON

ALEMAND: (métaux précieux- deux usines distinctes à Noisy-Le-Sec, l'une de 100 ouvriers, l'autre de 700).
Après trois semaines de débrayages pour les salaires (une heure chaque jour) suivi à 60%, le mouvement a cessé sur une simple promesse de la direction d'examiner les revendications.

MATERIEL d'IM-

PRIMERIE: (petite entreprise).
Récession entraînant des licenciements. Il est difficile de savoir si cela est dû aux restrictions de crédit (plan de stabilisation) ou à la crise de l'imprimerie (concurrence étrangère, notamment des pays de l'Est) déjà signalée

par des camarades de la presse et du livre.

SOCIÉTÉ des FORGES

et

ACIÉRIES du CREUSOT : usine de la Chaléassière (Loire)

d'une lettre d'un camarade de La Loire: "La centralisation industrielle vient de toucher St Etienne. 500 membres de l'usine Schneider viennent d'être licenciés. La réplique ouvrière s'avère très faible. Les mots d'ordre des syndicats d'une grève de 2 heures de l'ensemble de la métallurgie de St Etienne, suivie de cortèges de protestations dans les rues de la ville n'ont été suivis que faiblement..."

DEBRAYAGE, Lock-out, occupation:

Dans la mesure où les syndicats, principalement la CGT essaient d'unifier un "mécontentement" à des fins politiques, ils ouvrent une "porte revendicative" à des mouvements, qui suivant les situations locales peuvent prendre un développement autonome caractéristique. Il y a là un aspect objectif du rôle des syndicats qui se retourne contre eux.

Encouragés par la propagande gouvernementale sur la stabilisation, pris dans le carcan de la concurrence, des concentrations, des rivalités politiques et économiques internationales, le patronat essaie de faire barrage à ces mouvements revendicatifs de salaires. La répétition des lock-out ces derniers mois, entraîne une répétition "inquiétante" tant pour le patronat que pour les syndicats, des occupations d'usines, de "violences".

Il est difficile de tirer des conclusions; les informations de presse ne disent pas souvent comment se terminent ces mouvements. Il n'en reste pas moins que des formes de luttes, isolées, parfois sporadiques, différentes des débrayages ou manifestations rituelles apparaissent beaucoup plus fréquemment (alors même que les syndicats n'en parlent jamais) comme une riposte ouvrière à un degré plus élevé dans la lutte. C'est dans ce sens que nous devons être attentifs à ces mouvements.

Le lock-out de 10 jours aux chantiers de Dunkerque, l'occupation des chantiers (voir ci-dessous); lock-out aux usines métallurgiques de Marquise aux Etablissements Coquillard à Froges (Isère) (700 ouvriers), aux établissements Or-San (produits organiques) à Nesles (Somme), à St Jamme (Sarthe), aux tanneries du Puy, (Hte Loire). Occupation d'usine à Dunkerque pendant dix jours, une nuit à Nesles sequestration du directeur à St Jamme.

La durée du travail:

Depuis des mois, sinon des années, les syndicats "luttent pour la réduction de la durée du travail".

Les dernières statistiques font apparaître que la durée moyenne hebdomadaire du travail- toutes activités- était de 46h 3, fin 1963 contre 44h en 1946 45 en 1947, 46 en 1957, 45h5 en 1958. Dans le bâtiment la moyenne est de 50 heures et 47h5 dans la sidérurgie. Pour les ouvriers 47h3 et les employés 44h2;

Il faut croire que les revendications syndicales ne soucient guère les patrons puisqu'ils écrivent que le principal obstacle est la "pénurie de main d'oeuvre" (Les Echos, 2/6/64). Autrement dit, ils réduiront quand cela sera nécessaire.

A.C.D.B. à

DUNKERQUE: (Ateliers et Chantiers Navals- Dunkerque-Bordeaux- 1250 ouvriers)

Avril-mai débrayages pour les salaires organisés par les trois syndicats. Le 4 mai lettre du patron menaçant du lock-out si les arrêts continuent. Nouvel arrêt le 11 mai. Lock-out (coupure du courant). Le mardi, 12 au matin, occupation de l'usine de jour et de nuit par les ouvriers et employés qui refusent de l'évacuer tant que des garanties ne seront pas données sur les salaires. On ignore comment l'occupation a commencée, qui l'a décidée; toujours est-il qu'elle a été effective et suivie pendant 10 jours.

Dans les négociations, dès le 13 mai, les "délégués ouvriers prenaient la précaution d'indiquer que, pour eux, ils ne s'agissait pas d'une occupation de l'entreprise. Le personnel venait sur place pour travailler ce qu'on l'empêchait de faire". (Nord-Matin- 14/5/64), déclarations de Hulin, union locale FO et Bogez, secrétaire CGT métaux, reproduites dans Nord-Eclair du 14 mai 64.

Le 14 mai les syndicats organisent une "grande manifestation" avec les ouvriers de Dunkerque. Les ouvriers sortent des chantiers pour s'y joindre, mais leur méfiance étant grande:

"A la Bourse du travail, les manifestants attendaient le retour de la délégation lorsque quelqu'un s'écria: Les C.R.S. sont là-bas ". Là-bas, c'était en réalité sur la place du Casino de Malo-Los-Bains, à quelques centaines de mètres des chantiers, où n'étaient restés que quelques volontaires. Et ce fut la rade. On n'attendit point les délégués. A cyclomoteurs, à bicyclettes en voitures, à pied, tout le personnel réintérait le chantier où il ne s'était en fait rien passé".

(Nord-Eclair, 15/5/64).

Et ce sont les délégués qui durent retourner à l'usine faire leur compte-rendu. Le lendemain 15 mai, même manoeuvre. Cédant au patron qui refusait de discuter tant que les ouvriers seraient dans l'usine, les délégués font sortir les ouvriers devant les chantiers. Mais avant que la réunion ne se termine et comme elle traînait en longueur ils réoccupent les chantiers avant la nuit. Le samedi 17 la direction offrait divers aménagements dont 2% d'augmentation semestrielle, propositions repoussées à l'unanimité le mardi 19 au matin par les ouvriers.

Pendant cette période, chacun semble refuser de dire si les Chantiers sont occupés ou non. Le Monde dit à deux reprises qu'ils ont été évacués (le 19 mai et le 21 mai) ce qui contredit les citations des journaux locaux. Nord-Eclair le 21 mai déclare que le mercredi 20 à 16 heures "on avait appris que les portes des chantiers avaient été ouvertes et que le personnel avait commencé à entrer dans l'établissement". Quant à l'Humanité, silence.

On s'explique mal alors, que le 23 un jugement au Tribunal de Dunkerque à la requête de la direction ait décidé que "les ouvriers étaient tenus de quitter les lieux dans les 24h et qu'ils pourront être expulsés avec l'assistance de la force armée". (Nord-Eclair- 24/5/64). Mais d'après Le Monde et l'Humanité (25/5/64) ce sont les délégués seuls qui ont été poursuivis et condamnés. Si tel est le cas, cette séparation des délégués du reste des ouvriers est significative d'une évolution (à rapprocher de l'article sur la grève des marins hollandais -100- mai 65).

Le lundi 25, les ouvriers avaient occupé l'usine de nouveau (La Voix du Nord 26/5/64). " Les sept assignés étaient restés à l'extérieur des clôtures et les responsables syndicaux s'étaient adressés au personnel à travers les grilles". Situation symbolique: par le simple jeu des institutions légales, les délégués objets de poursuites restent dans la rue derrière les grilles, prisonniers de leur légalité

et les ouvriers dans l'usine où ils ne peuvent être touchés dans leur lutte de masse.

C'est pour faire cesser cette situation "inquiétante" (La Voix du Nord 26/5/64) que la direction, l'inspection du travail et les délégués, annoncèrent le lundi soir la reprise du travail le mardi après-midi. Sans consultation des ouvriers Avec les avantages concédés le 17, mais refusés par les ouvriers. Aucune autre information sur la reprise.

La "Vie Ouvrière" (CGT- 3/6/64) présente la reprise du travail comme un "succès". En réalité, les discussions de salaires avaient lieu avant le lock-out; elles continuent après, c'est la tactique des grèves tournantes qui a provoqué le lock-out et par contre-coup l'occupation des chantiers. Au lieu d'être une lutte pour les salaires, l'occupation devenait une lutte pour la reprise du travail pure et simple. C'est ce qui explique le fait que les ouvriers isolés aient suivi le mot d'ordre de reprise des syndicats sur des bases qu'ils avaient refusées huit jours auparavant.

On peut même se demander si, dans la conjoncture politique actuelle certains débrayages systématiques organisés par les syndicats n'ont pas pour but d'acculer les patrons au lock-out: ce qui permet ensuite d'exploiter politiquement le mécontentement qui résulte inévitablement d'une action n'ayant d'autre but que la levée du lock-out. En fin de compte, tout un jeu tactique pour rien d'autre que la perte de salaire pour des milliers d'ouvriers.

Le commentaire suivant donné par la Vie Ouvrière du 3/6/64 sur la grève de Dunkerque confirme bien ce que nous disons dans l'article de tête:

"La riposte ouvrière s'est organisée. Les unions locales CGT, FO, CFTC, SNI, SGEN ont bloqué leurs efforts, organisé en commun des délégations pour protester à l'Inspection du Travail. Les travailleurs des autres industries ont été alertés également, et, mieux encore, toute la population. Les sections des partis communistes, socialiste, MRP, PSU, de la Libre Pensée du MLO, les Conseils généraux, ont contribué par leur travail dans le même sens, à donner à l'action toute son ampleur".

On ne saurait mieux attribuer aux politiques le résultat d'une action ouvrière. Vu sous cet angle, le "succès" dont parle la CGT existe bien: l'exploitation politique d'une grève pratiquement provoquée par le syndicat.

Société Mosellane de Sidérurgie (S.M.S. à Hagondange - Moselle)

5.000 ouvriers- aciéries et laminoirs.

autrefois U.C.P.M.I. Union des Consommateurs de Produits Métallurgiques et Industriels, est un groupe sidérurgique de second rang auquel participent diverses entreprises utilisatrices dont Renault, Japy, Peugeot, etc...

Ce groupe est très loin d'être représentatif de la sidérurgie lorraine. Ce qui n'empêche pas l'Humanité de titrer abusivement: (12/6/64) " Le Comité des Forges cède à la pression des travailleurs en grève... C'est la première fois que le Comité des Forges accepte... Cette lutte qui a entraîné toute la population... pour s'assurer définitivement des succès il est urgent de mettre fin à ce pouvoir personnel ... dans l'application d'un programme commun proposé aux autres formations démocratiques.. " C'est le commentaire qui accompagne le récit de la fin de la grève: on retrouve le même schéma politique et tactique qu'à Dunkerque.

Curieuse grève en vérité.

Voici le récit tiré du Républicain Lorrain (2/6/64):

"Le 14 mai, 240 ouvriers de l'aciérie Thomas débrayent; ils réclament la parité des salaires avec la S.M.K. puisque celle-ci est maintenant placée sous la direction de la même société.

Le 19 mai, 80 ouvriers des fours à coke cessent le travail et le 21 mai, ce sont les ouvriers du parc à ferraille.

"Le vendredi 22 mai, près de 60 travailleurs du "525", le train de laminoirs se joignent au mouvement, suivis un peu partout par des débrayages partiels. C'est le samedi 23 mai que se produisent les incidents dont nous avons déjà parlé à différentes reprises. M. Buchmann, délégué de l'UD-CGT, et M. Walter Paini, délégué régional CFTC de la métallurgie, se présentent à l'entrée de l'usine afin d'y entrer et de tenir une réunion à l'intérieur.

"Que s'est-il passé au juste?"

"Le point de vue de la direction de la SMS est le suivant: deux délégués du personnel, MM. Chapiro, du train de laminoirs 525 et Jobard des hauts fourneaux ont fait entrer MM. Buchmann et Paini à l'intérieur de l'usine, ce qui est contraire au règlement. Les faits, selon la direction, ont fait l'objet de constats par Me Bilger, huissier de justice. Le point de vue des délégués est différent. M. Buchmann affirme: "Personne ne m'a fait entrer, j'ai suivi un camion au volant de ma voiture. Par ailleurs, je pénètre dans l'usine depuis dix ans et c'est la première fois que la direction manifeste son opposition. M. Chapiro reconnaît pourtant avoir ouvert la porte de l'usine le 23 mai, pour faire sortir M. Buchmann, et avec l'autorisation de M. Paulet, chef du service de surveillance.

"Le mardi 26 mai, les choses se passèrent d'une autre façon. MM. Paini et Brich de la CFTC, et MM. Buchmann et J.C. Bouf, de la CGT, demandèrent à la direction de la S.M.S. l'autorisation d'entrer dans l'usine, autorisation qui leur fut refusée.

"Pendant que les quatre délégués syndicaux parlementaient avec l'huissier placé devant la porte et les gardiens, des centaines d'ouvriers venus de l'intérieur de l'usine, ouvrirent les portes de l'intérieur et firent entrer les délégués. C'est la version de MM. Chapiro et Jobard."

La suite, c'est très classique. Là, pas d'occupation; une marche sur Metz (16 kms). " Les responsables syndicaux avaient tenu fermement leurs troupes en mains, d'ailleurs et leur propre service d'ordre collabora volontiers avec les C.R.S., gendarmes et sergents de ville. Tout se passa ainsi le mieux du monde... Des hauts parleurs diffusaient des consignes.. On chanta la Marseillaise..." (Le Républicain Lorrain- 4/6/64). Manifestation à Thionville, etc...

La grève a pris fin sur ordre des syndicats, le II juin; accord syndicat-patron: réintégration d'un délégué, reclassement de l'autre. C'est tout: "Les revendications actuelles en suspens seront examinées, a promis la direction".. (Huma 12/6/64)- 15 jours de grève. Pour rien? Non, succès tactique de la CGT. On peut conclure comme pour Dunkerque: "Dans la région, les maires, les commerçants, les associations familiales, des curés, se sont rangés aux côtés des métallos". (Huma 10/6/64). C'est ça l'essentiel.

RUSSIE

Témoignages et critiques - supplément à ICO de mai 1964 -

Nous avons réuni dans cette brochure:

- un témoignage d'un camarade ayant séjourné en Russie un mois en 1963
- une critique du livre "Sovkoz, kolkhoz ou le problème du communisme".
- une étude sur les constructions d'usines en U.R.S.S.
- une critique du livre " Le chef d'entreprise en U.R.S.S."

Cette brochure ne sera adressée qu'aux abonnés d'ICO- tous les camarades qui voudront le recevoir devront verser 1 fr par numéro au ccp. Paris 20147-54

-1-

RENAULT: Depuis le début de l'année 64 l'industrie de l'automobile a des difficultés toujours grandissantes. La grande presse en parle, en termes toujours très savants. Seule la clarté manque. Le Figaro du 22/5/64 écrit "Automobile Française pas de crise en vue, mais fléchissement probable des ventes et des exportations les mois prochains". Voilà quelque chose qui ressemble à un tunnel.

Nous nous disons que si l'industrie automobile a des difficultés, cela n'est dû qu'à l'incohérence de la gestion capitaliste et à sa politique des plus douteuses. C'est le moins que l'on puisse dire.

Un regard sur l'année 63: la Régie Renault vient de publier son bilan provisoire pour 1963, bilan positif avec un chiffre d'affaires de 4.400 millions de Frs, une production de 668.000 véhicules (588.000 voitures particulières et 80.000 véhicules industriels) progression de 18% de la production par rapport à 1962.

Après la lecture d'un tel résultat, on peut dire que la régie Renault se porte bien, la construction d'usines au Portugal, au Havre, St Nazaire, son développement commercial en est une preuve.

Seule une chose ne se développe pas, mais au contraire se rétrécit pour devenir de plus en plus pénible ce sont les conditions sociales des travailleurs.

Signalons que pour d'autres, cela n'a pas l'air d'aller trop mal non plus par exemple pour Simca: le chiffre d'affaires du mois d'avril 1964 s'est élevé à 228.933.000 Frs contre 202.895.000 Frs en avril 1963.

Quelle est la situation des travailleurs sur le plan personnel:

On peut dire que depuis le retour des vacances 1963, la situation n'a fait que se détériorer et que la catégorie la plus touchée est les O.S.

A Billancourt, pour la réorganisation des usines et la mise en place du nouveau programme rien n'a été épargné aux travailleurs, des ouvriers ont été mutés dans d'autres départements avec presque toujours perte de salaire importante, d'autres sont employés à des travaux de peinture, ou au balayage, personnel excédentaire.

Depuis la mi-mars des déplacements ont lieu, ou mutations, sans tenir compte des difficultés qui en résultent.

Mutations à l'usine de Choisy, Rueil, ou à la SAVIEM (filiale Renault) qui annonce une progression de 60% des commandes au premier trimestre.

Pour les autres, c'est l'usine de Flins, c'est aussi le déplacement pour les ouvriers de l'usine du Mans à Flins, enfin des contrats provisoires ne sont pas renouvelés, ce qui veut dire licenciements.

L'Usine de FLINS: La R.N.U.R. s'est rendue acquéreur de 200 ha de terre voilà une quinzaine d'années, qui lorsqu'elle le voudra pourra agrandir ses installations, les usines de Billancourt devant disparaître dans leur presque totalité. Actuellement, 100 ha sont couverts par les bâtiments, 100 autres par le parc de stockage.

Lorsqu'on arrive à Flins, tout cet ensemble paraît bien attrayant devant l'entrée de l'usine un grand parking planté de jeunes arbres, une grille devant la façade de l'usine, des pelouses avec des massifs de fleurs, le tout parfaitement entretenu. Mais quand on a traversé et qu'on est derrière les murs, cela est autre chose. L'usine emploie de 7 à 8.000 personnes, le travail d'une manière générale débute à 7h35 et se termine à 18h05; pendant tout ce temps, nous sommes coupés du monde extérieur.

Les bâtiments sont divisés en deux par un grand hall, qui dessert d'un côté les ateliers, de l'autre les vestiaires et cantines-restaurants (mauvais et très cher -7 millions de déficit- exemple: le quart de vin de 11°5 est vendu 50 anciens francs, soit 200 anciens frs le litre, chez l'épicier 160 frs- gestion

CGT). A l'usine de Flins, le travail est très pénible, la rationalisation y a été poussé dans ses moindres détails, en particulier dans les ateliers de tôlerie; le comportement des choffaillons, maîtrise et cadres, est quelque chose de dégueulasse les insultes y sont monnaie courante, et la menace toujours a la gueule des salauds.

Cela tient en grande partie, que la grande majorité viennent de très loin. Quelquefois de près de 100 km - anciens ouvriers agricoles- régions sans industrie, salaires défiant toute concurrence; ce sont comme les appelle cette infecte maîtrise des "bottoraviers". Pour le transport de tous les ouvriers venant habituellement à Flins, le ramassage se fait par cars. Les chauffeurs travaillent dans la journée à l'usine. Un chauffeur qui vient d'Evreux touche de 300 à 350 Frs par mois en plus de son salaire à l'usine.

Il faut signaler aussi, ce qui ne manque pas de renforcer la tyrannie de la maîtrise, que les rapports entre ces paysans et les ouvriers d'usines venus de la ville sont toujours difficiles, les premiers ayant souvent des ressources à côté soit une petite exploitation agricole, soit avec les estivants qui leur font faire quelques travaux, et aussi leur attitude au travail, corruption de la maîtrise (oeufs, poulets, goutte) On peut observer également chez les gars de 25 - 30 ans l'alcoolisme ce qui est beaucoup plus rare à Billancourt. Lorsque les syndicats lancent un mot d'ordre de grève, d'une ou parfois deux heures, trois ou quatre jours avant on fait de l'avance, il ne faut pas faire de peine, même légère au contremaître ce qui fait qu'à la fin du compte, ils travaillent plus. Beaucoup de femmes sont employées à Flins, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas 35 ans (elle n'est guère supérieure pour les hommes). Il est aussi bien difficile de leur faire dire ce qu'ils pensent du travail que ce soit les hommes ou les femmes.

Pour ceux qui viennent de Billancourt: le départ se fait à 6h25 précises de Billancourt, prise du travail à 6h35, 50 minutes pour manger à midi, fin du travail à 18h05, départ des cars à 18h30, arrivée à Billancourt entre 19h30 et 19h45, ensuite 60 minutes de métro pour la plupart, soit 15 heures d'absence.

Quelle est la réaction des gars: elle est nulle, des organisations syndicales, pareil. Qu'est-ce qu'ils proposent? Rien, à croire qu'ils trouvent que cela fait partie de la marche normale de l'usine. L'équipe dans laquelle je suis est indépendante et a un horaire différent: départ de Billancourt à 7h, arrivée à Flins à 8h, prise de travail à 8h15 (ou plus tard) 50 minutes pour manger, départ du chantier à 16h30, départ du car 17h pour arriver à Billancourt à 17h45. Nous ne sommes qu'une vingtaine avec un chef d'équipe à avoir cet horaire. Nous sommes payés 10 heures. Nous nous sommes du "personnel excédentaire", y compris le chef, virés de Billancourt. Les gars venant de Billancourt touchent 3.40 de déplacement par jour bien que n'ayant rien à déboursier.

Nous travaillons dans le parc de stockage -service 0409- commandé jusqu'en mars par un chef d'atelier, nanti depuis de trois adjoints pour le même travail. Dans ce parc, il y a un atelier de déparaffinage et de lavage de voitures stockées, certaines depuis plus d'un an.

Le travail de déparaffinage est particulièrement malsain: de chaque côté de la voiture, il y a un gars avec une lance à eau bouillante pour fondre la paraffine; la vapeur est si épaisse qu'un gars ne voit pas souvent son copain d'en face; pas d'aération; c'est très pénible et ça dure 9h30 par jour.

Ensuite c'est la finition, essuyage, etc... moins dégueulasse et moins pénible. Dans le parc, il y a 30 à 32.000 voitures. Dans l'équipe où je suis, on doit démonter les bougies, mettre de l'huile, remonter, mettre du papier à l'intérieur, changer les pneus crevés et coupés (15.000 pneus sont morts sans avoir jamais roulés, peut-être récupérés? je ne sais pas). De toute façon c'est un gâchis épouvantable.

Ceux qui conduisent les voitures du stockage au nettoyage ou qui les ramènent -les jockeys- et les autres ouvriers du parc faisaient presque tous avant

le 30 mai, 60 heures par semaine. Quelques uns vont se vanter d'avoir fait 84h. Lorsqu'il y a urgence dans les livraisons, on fait venir le samedi des ouvriers des ateliers de tôlerie ou de la mécanique. Mais au lieu de les payer en heures supplémentaires on les oblige à prendre un jour de repos "récupéré" dans la semaine qui suit- au gré du chef d'atelier.

De toutes ces conditions de travail, les syndicats n'en parlent pas dans les tracts qu'ils distribuent souvent à Flins. Ce qu'ils racontent dans ces tracts, c'est tellement loin des problèmes réels de l'usine que cela paraît du folklore. Les accords signés entre eux et la direction sont souvent déformés, ou laissés de côté. Et ils ne disent rien. Les actions qu'ils proposent suivies dans les conditions dont nous avons parlé (accélération des cadences avant pour que la production et la paie ne s'en ressentent pas), les syndicats savent qu'elles n'auront aucun résultat. Par exemple, ils proposent une journée de grève dans l'ordre et la dignité, pour obtenir une réduction d'horaire de 48 à 44h, par semaine, alors qu'ils sont engagés jusqu'à la fin de l'année par les accords Renault.

Le chef de l'équipe dont je suis a imaginé de nous imposer une cadence de nettoyage des voitures; j'ai essayé d'expliquer aux gars que nous ne devons pas nous laisser faire, et, si des gars étaient absents, de faire moins de voitures; aussitôt le chef d'équipe m'a dit de "ne pas monter la tête aux autres". Voyant qu'il n'avait pas le dernier mot, il a fait venir le chef d'atelier et devant tous les ouvriers de l'équipe, me montrant du doigt "c'est lui, c'est un meneur. Je ne veux pas que les gars finissent à midi. C'est intolérable". La réaction des gars de l'équipe a été bonne; ils étaient prêts à me soutenir contre le chef d'équipe. Mais j'ai quand même été envoyé en "punition" pendant 10 jours au lavage, avec leçon de morale à la fin: "j'ai été obligé de vous punir, ça m'a ennuyé, soyez raisonnable". Mais mon retour dans l'équipe a fait qu'elle s'est soudée plus fort contre le chef d'équipe: tous avaient décidé s'il virait encore un ouvrier d'aller ensemble à Billancourt. Les choses en sont restées là, parce que nous avons été remis à Billancourt, peu de temps après.

En fin de compte, il semble bien que ce soit le seul niveau où on puisse essayer de se défendre actuellement. Pour le reste, tout le monde pleurniche sur son sort, mais chacun subit la loi de la direction; battre des records de production quand ça se vend, se trémousser ou quitter l'usine quand ça va mal. Tout ça pour le même prix. Il n'y a rien à attendre des syndicats: au contraire, ils nous présentent comme des victoires ce qui sert la direction suivant les "nécessités" de la production. Tout ça ne pourra changer que quand les ouvriers seront capables de poser leurs revendications et de les défendre eux-mêmes par la grève. Autrement, il n'y a pas de raison que les choses ne continuent pas ainsi.

oooooooo

LICTIONS

Réunion des camarades de Paris: (30 mai 64- 13 camarades présents
2 excusés).

(assurances générales- crédit lyonnais- Jeumont- Lyon Alemand-PTT-
Renault (Flins) Sud-Aviation- 2 employés, 1 agent technique)

I- INFORMATIONS d'entreprise: figurent dans la rubrique "Les Travailleurs en France"

"progressiste", "ouvrier", à un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire le pouvoir auquel participerait leur organisation politique ou qui se réclamerait de leur idéologie. Depuis 1936, il y a une tendance croissante à faire des syndicats les rouages de l'économie d'une société -qui ne cesserait pas d'être une société d'exploitation. Sous des vocables divers, avec des vicissitudes diverses (front populaire, charte du travail, tripartisme de 44-47, association capital-travail, intégration présente) on trouve les mêmes formes de la "fonction syndicale" tantôt réelle et non définie tantôt imposée légalement et refusée à cause de son origine politique compromettante pour être pratiquée immédiatement après d'une manière totale à la faveur d'un renversement politique.

Commission de l'eau (plan nationale) 2 CGT- 2 CFTC- et le secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale, Lauré.

Caisse Centrale d'activité sociale des industries électriques et gazières:
CGT (II titulaires, II suppléants) FO (3 S) - CFTC (3 T, 3 S).

Commission de l'équipement urbain: (au 5ème plan):
2 CGT - I FO- 2 CFTC

Commission des métiers et de l'artisanat (au 5èplan):
2 CFTC- 2 CGT- I FO.

Commission de l'énergie (au 5è plan):
2 CGT- 2 CFTC- 3 FO

Commission de l'habitation(au 5è plan):
2 CGT- 2 CFTC- 2 FO.

Commission de l'hygiène médicale:
I CGT- I FO- I CFTC-

Commission du statut du personnel des exploitations minières:
Labrune CGT, vient d'en être nommé membre.

Commission de l'agriculture (au 5è plan):
2 CGT- 2 CFTC.

Commission des industries agricoles et alimentaires (au 5è plan):
2 CGT- 2 FO- 2 CFTC.

Commission de la sidérurgie (au 5è plan):
2 CGT- 2 CFTC- 2 FO.

Commission des carburants (au 5è plan):
2 CGT- 2 CFTC- 2 FO.

REPONSE DU CAPITALISME aux LUTTES:

La suite de cet article (voir ICO de Janvier et Avril 64) comportant une étude sur les mouvements de St Nazaire figurera dans le bulletin de juillet.

GREVE des ASTURIENS: nous en parlerons également dans le prochain bulletin

à l'étranger

LES SYNDICATS AU MAROC:

"Au Maroc, le syndicat n'a vu le jour qu'en 1936 date de l'arrivée en France du gouvernement socialiste. Le 24 décembre de la même année, le droit syndical a été reconnu au Maroc. Mais ce droit avait une particularité il n'était permis qu'aux Européens. Les deux syndicats autorisés étaient la CGT et la CFTC. Et ce n'est qu'en 1948 que les marocains eurent le droit de se syndiquer; les travailleurs étaient syndiqués à la CGT car la CFTC est un syndicat chrétien.

"En 1954, une année avant l'indépendance du Maroc, la CGT et la CFTC disparaissent laissant la place au premier syndicat du Maroc " l'U.M.T. " "UNION MAROCAINE du TRAVAIL " créé au sein du parti de l'ISTIQLAL, au mois de décembre 1955. A cette date, il n'y avait qu'un seul parti politique au Maroc, qui groupait tous les royalistes, les ouvriers, les intellectuels et les bourgeois qui ont été unis pour lutter contre le colonialisme français. Ce parti politique essentiellement nationaliste " l'Istiqlal " était dirigée par la haute bourgeoisie marocaine et aidé par les étudiants et presque tous les intellectuels. Ce parti unique avait tous les pouvoirs entre ses mains: son leader nommé Allal El Fassi est l'un des plus grands bourgeois du Maroc.

"En 1955 tous les marocains étaient de l'Istiqlal, la toute petite minorité du PDI "Parti Démocratique de l'Indépendance" était massacrée par l'Istiqlal qui prétendait que le PDI voulait instaurer au Maroc un régime républicain. La police l'armée, les fonctionnaires, tous étaient de l'Istiqlal, parti de la terreur, puisque tous ceux qui étaient contre lui ont été sauvagement tués et même brûlés vifs. Mais heureusement, ce parti unique n'a duré que trois ans car la plupart des intellectuels et des étudiants l'ont quitté et ils ont créé le premier parti de gauche sous le nom de "L'UNEP" "UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES" qui a été le premier parti politique aux idées socialistes mais sans aucun programme très défini.

"Dès les premières semaines de sa création les ouvriers UMT et les masses se sont mis de son côté laissant le parti de l'Istiqlal qui ne groupe plus que la bourgeoisie marocaine. La réussite de l'UNEP était due à l'échec de l'Istiqlal qui n'a pas pu tenir ses promesses quand il disait à la masse qu'après l'indépendance chaque marocain gagnerait 50.000 Frs par mois sans travail car notre terre est fertile mais c'est le colonialisme français qui en profite.

"Voyant la gravité de la situation en laissant un parti unique au Maroc le Roi a encouragé l'UNEP et il lui a demandé d'instituer un gouvernement UNEP. Dès que ce parti de gauche est monté au pouvoir, l'UMT qui groupait dans le temps plus de 600.000 adhérents se trouvait dans l'obligation de suivre la politique de ce parti royaliste révolutionnaire. Deux ans après, le Roi s'est rendu compte du danger qu'il courait en laissant le gouvernement UNEP, surtout que ce parti avait une popularité dans presque toutes les grandes villes du Maroc parce que le bled n'a pas changé. Les paysans et les ouvriers vivent comme au temps du colonialisme dans la dictature des autorités locales. Alors le roi rappela l'Istiqlal au gouvernement. Pour aider ce retour au pouvoir un nouveau syndicat fut créé: l'UGTM: UNION GENERALE des TRAVAILLEURS MAROCAINS, qui devait être l'ennemi N° 1 de l'UMT puisqu'il y a eu des bagarres sanglantes entre les deux syndicats.

"Au premier mois de sa création, l'UGTM fonctionnait avec le blé américain et l'aide fournie par les autorités locales. Les syndiqués à l'UGTM avaient le privilège d'avoir des sacs de farine gratuits et des places très rémunérées. Alors l'UMT comme l'UGTM ne suivait que les instructions de son parti. Aucun de ces deux syndicats n'a accompli sa mission envers les ouvriers et la masse populaire, et toutes les grèves qu'ils ont déclenchées n'étaient faites que pour soutenir leur parti politique.

"Le roi est mort, vive le Roi !" Après la mort de Mohamed V, son fils le prince héritier a été proclamé Roi du Maroc. Il a gardé le parti de l'Istiqlal au pouvoir pour la campagne électorale, et dès que la majorité des marocains a dit "oui" à la constitution marocaine avec l'aide américaine et la "générosité" française, Hassan II a remplacé le parti de l'Istiqlal par ses hommes de confiance avec quelques membres, c'est-à-dire les dirigeants des "Forces populaires" qui groupait les anciens combattants et il a créé son UNR, le FDIC "FRONT POUR LA DEFENSE DES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES". Pour le FDIC, eh bien, c'était le même problème qui se posait pour l'UNFP et l'Istiqlal: avoir son syndicat; mais comme il manque d'adhérents malgré toutes les facilités qu'on a en se syndiquant au FDIC (argent, situation intéressante) il n'a pas trouvé d'intéressés car les ouvriers n'ont plus confiance dans les syndicats, et surtout après avoir vu les responsables de ceux-ci monter de grade d'une façon inimaginable: par exemple, un commis devient chef de service, un ouvrier devient chef de chantier, etc.. Ayant remarqué ce danger, l'UMT a changé sa position. Elle n'appartient plus à aucun parti politique mais ce n'est pas une solution car la masse ne fait plus confiance au syndicat."

Nous n'avons rien à ajouter à cette lettre d'un camarade marocain, ni explications, ni commentaires. A votre avis, elle exprime bien l'expérience d'un travailleur en regard du rôle joué par le syndicat dans les pays ex-coloniaux; dans notre société, il a le même rôle, mais dissimulé derrière l'écran du passé et du prestige des luttes ouvrières.

U.S.A.

La "défense nationale" emploie 1 salarié sur 10 à préparer directement la guerre (90% dans l'aéronautique, 50% dans la construction navale, l'électronique et le matériel de communications).

Etat d'urgence contre des ouvriers en grève à Hillsdale (Michigan) 80 ouvriers en grève depuis trois mois ont marché sur la prison et l'ont attaquée pour tenter de faire libérer trois des leurs (deux ouvriers et une femme) arrêtés par la police (Le Monde- 30/5/64).

ISRAEL:

Grèves sauvages (d'après "Financial Time" 28/5/64):

Une série de grèves "non autorisées" ont éclaté en Israël au cours du mois d'avril, la plus sérieuse étant une grève perlée des postiers et des facteurs qui dura près de 4 semaines.

Pratiquement, toutes ces grèves ont éclaté dans des services municipaux régionaux, ou d'Etat dont les salaires sont fixés par l'Etat. Elles expriment le mécontentement des travailleurs mal payés dans les services officiels, à un moment où la pénurie de main d'oeuvre fait monter les salaires dans les autres secteurs, en dépit des efforts stériles des autorités pour freiner cette tendance.

A l'autre bout de l'échelle, le gouvernement doit faire face à la menace d'une grève générale de tous les diplômés employés par l'Etat- docteurs, ingénieurs,

chimistes. Non seulement, ils sentent qu'ils sont de plus en plus désavantagés par rapport à leurs semblables du "privé", mais ils voient d'un mauvais oeil l'écrasement de la hiérarchie entre les fonctionnaires non qualifiés et les diplômés.

L'étendue du syndicalisme:

Pour bien comprendre, il faut savoir qu'en Israël, le syndicat unique, l'Histadrout, est un instrument de la politique d'Etat: les grèves revendicatives de salaires, alors que le gouvernement en a décidé le blocage, ce qui fixe la position du syndicat, ne peuvent être que des grèves sauvages.

D'autre part, on ne peut manquer de relever en Israël, pays où l'Etat contrôle très étroitement l'économie (engros à mi-chemin entre la France et la Russie), le développement de facteurs identiques à ceux des pays capitalistes occidentaux (pénurie de main d'oeuvre, hausses des salaires) et finalement mise en échec des "plans" économiques les mieux construits, ceci malgré un puissant appareil de domination économique et sociale.

A noter aussi, dans un pays où le mouvement des kibboutz avait représenté un effort égalitaire quant à la rémunération de "l'instruction diplômée", un mouvement propre des "technocrates" en vue de conquérir une rémunération fortement hiérarchisée. Tout ceci comme pour la remarque précédente, entraîné par l'existence d'un secteur capitaliste privé soumis aux lois de l'économie capitaliste mondiale.

Un archevêque catholique adhère à la centrale syndicale "Histadrout"
(d'après Le Monde 9/5/64).

En enregistrant sa demande d'adhésion, l'Histadrout a fait de l'archevêque catholique de Galilée un "ouvrier conscient et organisé". Mgr Hakim a entraîné dans son sillage une centaine de prêtres et religieuses de son rite qui ont également signé des bulletins d'adhésion. L'archevêque considéré comme "une collectivité sociale et économique" cotise globalement. Le chef de cette collectivité est considéré comme un secrétaire de kibboutz et est reconnu comme cadre.

Le nouveau syndiqué a déclaré que l'Histadrout était, comme toute organisation ouvrière, sur la base des Ecritures et de l'Evangile et qu'il invitait tous les gens de l'Eglise à l'imiter.

Après tout, ce n'est pas si faux: deux hiérarchies pour dominer les travailleurs, c'est une de trop; alors la vieille entre dans la nouvelle en la consacrant fidèle à ses principes de toujours.

oooooooo

correspondance

-D'un camarade belge: nous publions ce texte tel qu'il nous a été adressé; nous en ferons la critique dans le prochain numéro.

"Médecins de classe et classe sans médecins: les organisations syndicales belges n'ont pas tiré les conséquences d'un mouvement aussi révélateur que "la grève" des médecins. Et ce n'est pas la constitution au sommet d'un Front social réunissant la FGTB et la CSC (d'obédience chrétienne) qui a empêché de nouvelles capitulations gouvernementales.

"C'est que la loi Leburton place le problème de l'AMI (Assurance-Maladie-Invalidité) sur le terrain exclusivement "social" en l'isolant artificiellement de tout contexte politique que les médecins eux - et à travers eux, les "indépendants"

de tout grade et de tout gabarit - exploitent sans relâche au seul profit de "la médecine libre", c'est-à-dire de l'exercice, certains après-midis déterminés par la loi (deux ou trois par semaine) de pratiquer des tarifs à la convenance des praticiens. N'est-ce pas le Dr Farber qui, revenant de Chicago (où il est allé sans doute chercher des leçons de gangstérisme syndical) déclare que "les Américains, pas plus que les belges, n'ont besoin de soins gratuits !" On ne peut mieux faire comprendre à Leburton et à ses copains de la collaboration des classes que la bourgeoisie - l'une de ses fractions s'organisant en tant que telle - méprise tout "progrès social". Il ne semble pas que cette leçon ait servi à éclairer la lanterne des "partenaires sociaux" (syndicats et mutuelles).

"Profitant du discrédit général dans lequel a été votée la loi Leburton, les médecins "rebelles", ont compris à quel point le cadre légal de l'Etat bourgeois devenait insuffisant pour maintenir leurs privilèges de caste. Leur "grève" mobilisant 10.000 des leurs, s'opposait en premier lieu à cette "légalité". Quand l'ensemble des travailleurs font grève durant cinq semaines contre une loi en discussion au Parlement, on parle "d'intolérable mouvement subversif". Or, à notre connaissance, cette grève n'a pas empêché le vote et l'application de cette Loi Unique. Par contre, les 10.000 médecins ont déjà obtenu deux rectifications "légales" du texte primitif et on nous annonce d'autres "réadaptations" qui tiendraient compte de leurs revendications. A la bonne vôtre, vous qui croyez aux vertus de la démocratie parlementaire...

"Mais en déclenchant sa grève "presse-bouton", cette fraction de la bourgeoisie poursuivait aussi un autre but: faire en sorte qu'elle aboutisse à la pratique généralisée de méthodes fascistes. Certes, la plupart des médecins ne sont pas des fascistes. Mais, en manipulant leur vieil esprit de "carabin", un petit clan de dirigeants a suscité la mise en oeuvre de ces méthodes: abandon des malades, sabotage d'installations hospitalières, médecine "noire" organisée à partir des "maquis" de l'étranger etc...

"Devant ces faits, l'impuissance de l'appareil répressif étatique fut totale. A-t-on poursuivi un seul médecin pour "non assistance à personne en danger" comme l'y autorisait le code pénal? A-t-on démantelé le réseau quasi-automatique qui permettait à ce clan de faire pression sur les confrères demeurés au travail (en refusant aujourd'hui encore, par exemple, alors que tout "est rentré dans l'ordre" de collaborer avec eux à des opérations urgentes, etc..) A-t-on osé prendre quelque mesure de rétorsion contre ces "médecins de garde" qui envoyaient systématiquement tous les malades dans les hôpitaux, fussent-ils atteints d'une simple grippe? Non ! Au contraire ! Du citoyen Vermeylen au citoyen Leburton, réformistes de la coalition gouvernementale, en passant les très sociaux-chrétiens MM. Lefèvre et Servais, ce fut le même chorus, repris avec vigueur par l'indéfectible M. Gilson, l'animateur de la Gendarmerie Nationale: "la situation n'est pas grave" ou " la situation, si elle est critique à Bruxelles, n'est pas alarmante dans l'ensemble du pays ", etc.... Mobilisation et réquisition des médecins furent elles-mêmes utilisées au maximum par les médecins contre ces pseudo-défenseurs de la "légalité": ils se présentaient sans trousse, sans voiture, etc..

"Comment dès-lors, la riposte ouvrière aurait-elle été ce qu'on attendait d'elle? Certes, il y eut des manifestations... mais à la condition - comme ce fut le cas à Liège et Charleroi - que le gouvernement soit clairement mis en cause, au même titre que les médecins assassins. Or, précisément, le pacte gouvernemental est tellement discrédité que même cette obfuscation de s'en prendre à lui ne souleva aucun enthousiasme particulier. C'est là le signe éclatant que la réforme de l'A.M.T. dépasse le seul secteur social. En acceptant le rôle que le gouvernement leur fit jouer les "partenaires sociaux", (syndicats et mutuelles) limitaient cette réforme à une simple question de "justice sociale".

"Pour les travailleurs, ce stade de l'action est dépassé. Pour eux, l'organisation d'un Service national de Santé (modèle britannique ou scandinave) ce

n'est pas seulement vouloir des "soins gratuits" (encore ne sont-ils accordés dans la loi qu'à des catégories plus défavorisées) ou "promouvoir le statut social du médecin". Les travailleurs ne peuvent plus se satisfaire de ces garanties que l'Etat bourgeois pourtant supérieurement organisé dans la répression contre la classe ouvrière, s'est avéré incapable d'assurer, voire d'en défendre le bien fondé.

"Organiser la médecine en Belgique, aujourd'hui, cela signifie désormais que les travailleurs ne séparent cet objectif de son contexte politique: la destruction du corporatisme fascisant, l'élimination de la tendance à la médecine "libre", etc.. La réforme de l'A.M.T. dont chaque travailleur à ce jour connaît les inconvénients et les carences, sans pour autant jouir de ses maigres avantages, cessera d'être une farce quand l'organisation syndicale, habilement neutralisée en "partenaire social" refusera le rôle qu'on lui attribue dans ce vaudeville macabre. Aucun Front social ne changera les termes de l'alternative qui est posée à nos dirigeants. Mais ces "intégrés" préfèrent s'en tenir au vieux thème de "justice sociale" (preuve que le réformisme ne saurait rien apporter de décisif sur le plan politique) afin de faciliter à la prochaine rupture et à l'approche des élections, le renflouage des politiciens du PSB (parti socialiste) du P.C. (orthodoxes) voire ceux du M.O.C. (mouvement ouvrier chrétien). En Belgique, comme ailleurs le syndicat devra bientôt choisir entre "le travaillisme" ou le socialisme révolutionnaire. Et le "travaillisme", inévitablement favoriserait la démobilisation idéologique des travailleurs, l'avènement d'un socialisme sans idéologie, d'un socialisme invertébré à la Kroutchev."

- d'un camarade de Paris: éléments de réponse à la lettre d'un camarade délégué FO Renault (voir ICO mai 64)

"La question n'est pas de savoir si les délégués syndicaux sont des "salauds" ou non, ils sont en France, les représentants des syndicats et ce qui nous importe c'est le comportement, c'est ce que représentent les syndicats dans la société d'aujourd'hui. Au sein de cette société, les délégués jouent un rôle selon le rôle des syndicats. Les syndicats sont une nécessité du régime que nous subissons pour maintenir la classe ouvrière dans le giron et, les délégués, sympathiques ou non, font partie de l'organisation qui nous exploite, au même titre que les curés par rapport à leur Eglise ou les militants de partis politiques par rapport à ce que représentent ces partis. Les délégués sont d'abord des délégués syndicaux, pour être élus, ils doivent être présentés par les syndicats, ils ne peuvent donc être mis en dehors du jeu politique syndical. Membre du Conseil Economique, membre du Comité d'entreprise, ou délégué d'atelier, le délégué syndical ost le rouage hiérarchique comme dans n'importe quel organe de la société telle que nous la connaissons. Son rôle est de faire accepter par ses ouailles les conditions dans lesquelles elles se trouvent.

"Pour conserver leur poste, il est évident que les délégués doivent obtenir des améliorations de détail, c'est avec ce genre d'amélioration qu'ils peuvent conserver une certaine audience auprès de la classe ouvrière, c'est le jeu accepté par les organismes du système. Cette tâche est de plus en plus difficile, en France, ce jeu d'équilibre qu'ils doivent jouer est de plus en plus étroit, bientôt ils devront, comme dans les pays plus industrialisés se montrer sous leur véritable aspect au grand jour.

"Pour être réelle, la représentation ne peut être que directe, il faut que chacun veuille s'occuper de son propre sort, il est possible que cela soit de "l'utopie", nous n'en savons rien, mais ce qui est certain, c'est que sans ce préalable il ne peut y avoir de changement au sein de la société, il ne peut y avoir suppression de l'exploitation des dirigés par les dirigeants.

"L'appareil et ses dirigeants n'empêchent pas la lutte, sans doute, mais, jusqu'à maintenant, les syndicats ont réussi à utiliser la lutte à leur profit exclusif.

ils savent engager une grève lorsque cela leur est utile, nécessaire même pour s'implanter un peu plus au sein des organismes de collaboration, ils savent parfaitement canaliser les mouvements ou mécontentements pour leur propre compte, pour leur objectif purement bureaucratique. Détenant toutes les liaisons principales, ils savent repousser une action à plus tard, ils savent faire cadrer une action avec leur désir.

"Les ouvriers ne veulent pas se battre? mais il faudrait en rechercher l'explication, le délégué CGT-FO ne se pose même pas la question, cela ne semble pas l'intéresser, dans ce cas précis, il constate simplement. On peut se demander si cette inaction est due à une satisfaction générale, si les ouvriers au fond sont contents de leur sort, s'ils considèrent qu'au fond, la situation actuelle est un moindre mal, si quelque chose changeait, ils sentent qu'ils seraient victimes, ils préfèrent le statut-quo, à l'aventure, ils savent ce qu'ils ont comme possibilités aujourd'hui, et, conservateurs, ils ne veulent pas chercher autre chose. On peut également se demander si cette absence de désir de lutte ne vient pas de ce qui est proposé, cela ne les intéresse pas parce que les buts donnés ne correspondent pas dutout à ce qu'ils attendent.

"Les petits groupes hérétiques, critiquant les syndicats, condamnant la société dans son ensemble n'ont que peu d'influence, peut-être, mais les "minoritaires", au sein des syndicats, qui veulent influencer sur les grandes centrales syndicales ont-ils réellement plus d'influence? ne sont-ils pas encore plus dans "l'utopie" que ces groupuscules? Ils se font tout simplement plus d'illusions ou ils consentent consciemment à jouer le jeu. Ils s'agitent tout simplement et, du dehors, ils paraissent des otages permettant une meilleure garantie pour que les centrales conservent leur position, ils cautionnent, en connaissance de cause, toute la politique d'intégration. Les groupuscules, comme on les appelle, sont sans doute critiquables mais tout au moins ils ne cautionnent pas cette politique et ne sont pas ainsi entraînés au respect de la société telle qu'elle existe.

"Qui a entraîné consciemment la classe ouvrière à considérer les syndicats comme des compagnies d'assurances, qui leur a mis dans la tête l'idée que les syndicats travailleraient pour eux sinon les syndicats eux-mêmes et les militants syndicaux, qu'ils soient "majoritaires" ou "minoritaires". Les bureaucrates, les délégués, les militants ne récoltent que ce qu'ils ont semé. L'Etat remplace le bon patron, l'Etat remplace l'initiative ouvrière, c'est la politique syndicale que nous connaissons depuis de nombreuses décades.

"La surenchère dans la grève ne sert absolument à rien, c'est la façon dont elle est conçue, la façon dont elle est faite qui serait à discuter. Qu'elle soit d'une heure, de 24 heures ou générale illimitée, elle se fait toujours dans le respect de la légalité, selon des cadres précis et étroits, selon un rite qui n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. On pourrait penser que, puisque le droit de grève existe, il est nécessaire de s'en servir et, comme le citoyen très fier de temps en temps met un bulletin dans l'urne pour choisir un maître, les syndicats doivent absolument utiliser ce droit de faire grève de temps en temps et comme disent de nombreux français "moyens": " nous avons droit, nous devons nous en servir". Les grèves, ce n'est plus que cela pour les centrales syndicales.

"L'exemple de St Nazaire ne semble absolument pas convaincant, les syndicats ont purement et simplement accepté le fait accompli, ils ont entériné les décisions supérieures prises depuis longtemps avec des aménagements bien sûr, qui entrent dans leur cadre, mais, le problème sur le fond n'a pas été posé, ils ont fait comme ils savent toujours le faire, beaucoup de vent, et c'est tout.

"Qu'appelle-t-on mouvement puissant et fort? Sans doute celui qui se fait

dans l'unité et dans l'unanimité, avec les cadres et la maîtrise, ces mouvements , portent à faux, et il y a certainement des "dindons" dans l'histoire, cela ne peut donner une solution valable. Les cadres salariés ne font certainement pas grève pour les mêmes raisons que les salariés qui leur sont subordonnés. Il faudrait s'entendre également sur ce sujet car les syndicats nous donnent souvent en exemple les grèves unanimes (cadres compris) donc puissantes et fortes surtout au Gaz et à l'Electricité de France.

"Les faits ayant changé l'opinion du délégué FO, celui-ci n'a-t-il pas trop compté sur l'influence de "minorités agissantes" au sein du mouvement ouvrier, n'a-t-il pas cru trop sérieusement aux possibilités du jacobinisme, n'a-t-il pas pensé que la classe ouvrière était un élément si malléable qu'on puisse très facilement le diriger? Seul un mouvement de masse, un mouvement de base pourrait porter les germes d'un changement quelconque. Les militants réels du mouvement ouvrier ne se laissent pas encadrer au sein des syndicats, ce sont seulement ceux qui croient à l'influence de certains individus qui se laissent embrigader de la sorte, ceux qui pensent qu'avoir pignon sur rue et des journaux et organisations bien contrôlés puissent être un élément de libération. Les syndicats "forts" n'apportent aucune solution à nos problèmes, nous en avons des exemples quotidiens et constants avec les syndicats énormes de pays industriels voisins.

"Si changement il peut y avoir, il ne pourra se faire qu'en dehors et contre toutes les organisations existantes qui vivent et qui s'intègrent au sein d'une société que nous condamnons dans son ensemble. "

oooooooooooo

publications

Un camarade nous a fait part de son étonnement de trouver sous cette rubrique la mention de publications qui comme la "Révolution Proletarienne" ont une orientation pro-américaine malgré l'étiquette "syndicaliste révolutionnaire". Nous avons déjà évoqué à l'occasion d'une brochure de l'Union des syndicalistes (soeur jumelle de la R.P.) "Présence du syndicalisme libertaire" de Mercier (voir critique d'ICQ, N° 5- février 1962), le curieux amalgame de "syndicalisme libre" et de "syndicalisme libertaire". Le but de cette chronique, applaudie par les uns, contestée par les autres est "d'informer". Quand nous le voudrions, nous ne pourrions faute de place critiquer ou louer, même un article de chaque publication citée. Nous affirmons une position de classe avec tout ce que cela implique; nous sommes contre tous les dirigeants, ceux qui sont en place, ou ceux qui postulent une place même sous le couvert de "La Révolution". Nous avons fui les "organisations" (ou été exclus d'elles) parce qu'elles expriment un sectarisme de pensée et d'action qui reconstituait ou présageait des structures identiques à celles que nous affrontons chaque jour dans notre travail et notre vie. Si nous devions exclure de notre connaissance et de la libre critique de chaque camarade, telle publication parce qu'elle est pro-russe, pro-américaine, pro-franc-maçon, pro-syndicale, etc... nous nierions notre propre existence qui est de comprendre ou d'aider à comprendre. Le mouvement politique et syndical est en France en plein bouillonnement d'idées. Pas plus que les autres, nous ne détenons "une" vérité. Ce n'est pas l'ignorance des autres courants et le silence sur eux qui nous aidera; au contraire, la réflexion sur les idées et les faits sur lesquels nous sommes "en désaccord" nous aide à approfondir et à éviter nous-mêmes de semblables écueils. Puisque nous ne pouvons le faire

Bulletin ASSURANCES GÉNÉRALES

numéro 55

Mai-Juin 64

publié par un groupe d'employés des Assurances Générales

=====

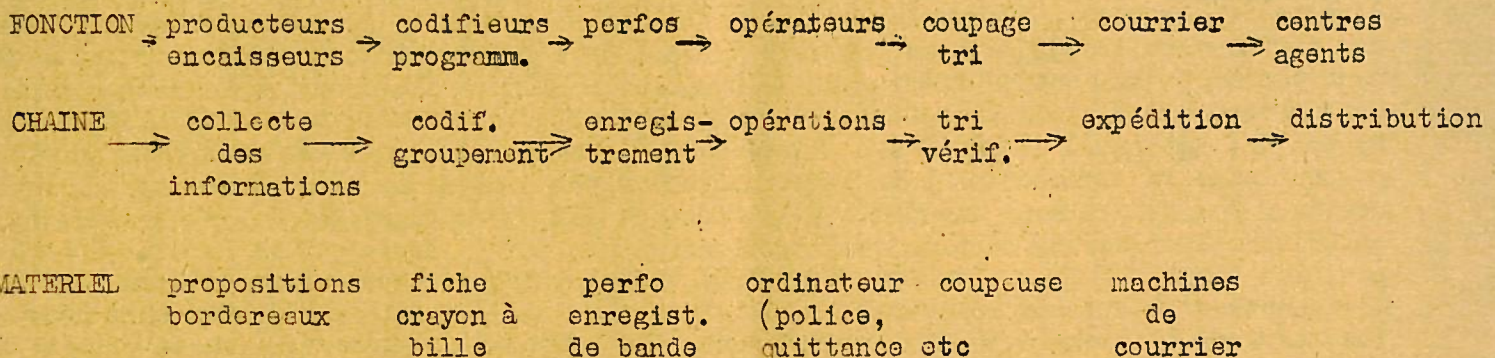
LES CONSEQUENCES DE L'AUTOMATION

L'ordinateur fait partie de notre vie quotidienne d'employé. Il a pris ou va prendre prochainement la plupart des travaux effectués sur les machines classiques (machines à cartes ou mécanographiques). Sa mise en oeuvre a entraîné des transformations profondes dans la compagnie, dans les méthodes d'organisation, dans les structures du travail, dans l'encadrement et dans la discipline, dans les salaires, dans la résistance des employés à l'exploitation.

Les méthodes d'organisation

Chacun sait que l'ordinateur n'absorbe que de la nourriture uniformisée et triée: il a donc fallu analyser minutieusement tous les travaux pour les décomposer en travaux élémentaires simples (travail fait par des analystes), traduire ces analyses en langage ordinateur (programmeurs), traduire toutes les informations de base en langage ordinateur (codificateurs)

Tout le travail de la compagnie est maintenant axé autour d'une nouvelle chaîne de fabrication, exactement comme dans une usine moderne:



Tous les autres services ne sont que des chaînes secondaires, chargées d'approvisionner la chaîne principale; ils sont donc soumis au rythme et aux méthodes de la chaîne d'automatisation.

Ce n'est donc pas un hasard si les promoteurs de l'automatisation sont ceux qui ont introduit, comme dans l'usine, un bureau de méthodes pour réorganiser tous les services et s'ils nous parlent de gestion "intégrée", c'est à dire de faire passer et résoudre tout ce qui se fait dans la compagnie par l'ordinateur. C'est l'idéal des technocrates dirigeants de l'automatisation; en principe c'est possible; mais en pratiquement, c'est impossible.

Les structures du travail

Car cette réorganisation et cette intégration se heurtent à des obstacles qui tiennent au fait que nous sommes dans une société capitaliste où dominent les impératifs financiers la concurrence des entreprises, la compétition des hommes. Elles se heurtent aussi à quelque chose de moins voyant: la résistance des hommes en tant que tels, car l'ordinateur dans une société capitaliste tend à faire de chacun un rouage de la machine, une chose qui doit se plier à son rythme; il ne marcherait parfaitement qu'à cette condition.

Côté direction : un ingénieur qui dominerait bien une gestion intégrée serait le véritable chef de la compagnie ; cela est impensable car la direction est avant tout l'exécutant de décisions d'orientation financières prises plus haut et de plus est divisée en différents clans . L'intérêt de la direction est donc d'éviter une centralisation totale , de maintenir les structures traditionnelles des services, de laisser l'automatisation être un service parmi d'autres. Mais l'utilisation de l'ordinateur fait quand même que l'automatisation tend à dominer tous les services et la direction . Une hiérarchie réelle mais cachée tend à prendre le pas sur la hiérarchie formelle .

Côté cadres : les services d'automatisation par leur position centrale sur la chaîne tendent à imposer les décisions aux autres services ; cela concerne les documents , le rythme , les instructions ; le rôle des cadres administratifs se réduit alors à presque rien, même pas un garde-chiourme puisque le rythme du travail dans tous les services est réglé par le planning de l'ordinateur. Les cadres des services anciens qui veulent défendre leur fonction résistent donc à certaines des conséquences de l'automatisation et se retrouvent avoir alors le même point de vue que la direction . A ces conflits s'ajoutent ceux résultant de l'âge (les cadres de l'automatisation sont plus jeunes) et des méthodes elles-mêmes. Mais dans la mesure où la division traditionnelle des services subsiste et où , la période de démarrage passée, le travail de l'automatisation (non intégré) devient une routine , les "ambitieux" de l'automatisation cherchent des places ailleurs, tendant à supplanter les cadres montés à l'intérieur des services . Nul doute qu'ils apporteront dans les services en tant que techniciens imbus de la supériorité de la technique et en tant que cadres soucieux de monter en faisant leurs preuves , leur volonté persévérante de centralisation et d'organisation.

Côté employés : Au départ de l'automatisation , il y a eu une rupture entre deux catégories d'employés , ceux de l'automatisation et les autres. Mais , passée la période de mise en place, ces différences tendent à s'estomper. Le travail de l'automatisation tend à devenir une routine donc semblable aux autres travaux de la compagnie. Le travail des autres services tend à être rythmé par l'automatisation. Certains employés de l'automatisation se sont spécialisés dans un travail déterminé et ont des contacts quotidiens avec les employés d'un même service ; on peut même se demander si leur place ne serait pas dans ce service plutôt qu'à l'automatisation . Des jeunes sont embauchés maintenant un peu partout, qui n'ont pas de situation antérieure à préserver et pour qui l'automatisation est aussi banale que la machine à écrire pour les anciens . Il y a donc une uniformisation et les structures traditionnelles dirigeants - exécutants réapparaissent : c'est particulièrement net actuellement dans les services d'automatisation . Alors qu'on nous avait présenté l'automatisation comme devant absorber les tâches ennuyeuses et ne laisser que des tâches "nobles" , c'est le contraire qui apparaît au stade actuel ; même les producteurs ne doivent plus remplir que des cases d'un trait de crayon.

La discipline

On peut considérer que maintenant , la chaîne d'automatisation fonctionne normalement . La direction et les cadres n'ont plus besoin dans les services nouveaux , ni du "travail d'équipe" , ni de jouer sur "l'enthousiasme" de la mise en oeuvre d'une nouvelle technique . Cela a duré quelques années , le temps nécessaire à la mise en place délicate d'une nouvelle machine et à vaincre la résistance des employés traditionnels. Pour aider l'enthousiasme, des avantages ont été consentis à ceux que l'on a promus techniciens de l'automatisation ((en flattant l'orgueil des intéressés) ; leur travail était le " progrès" ; direction et syndicats nous conviaient , presque dans les mêmes termes à suivre le progrès pour notre bien . On peut mesurer aujourd'hui ce que signifiaient leurs paroles . Maniant habilement les avantages en argent , les promesses , la fraternité d'armes et l'esprit de famille, les cadres de l'automatisation réussissaient à créer , quand c'était besoin, l'émulation des "pionniers" de l'automatisation.

Actuellement , les choses tendent à s'inverser : dans la mesure où la routine du travail

fait place au défrichage, la mystique de l'automatisation disparaît d'elle-même. Les moyens traditionnels d'encadrement du travail reprennent le dessus d'autant plus que les ambitieux impatientes veulent monter. Les services d'automatisation se structurent hiérarchiquement, la discipline réapparaît (signature exigée, contrôle du travail et de la présence, promesses non tenues, conflits à propos d'heures supplémentaires ...)

Pour les autres services de la compagnie, le travail reste à peu près semblable à ce qu'il était auparavant mais avec extension de la codification et de la vérification. Ce qui est à craindre, avec l'extension des méthodes d'organisation poussée par la nécessité de tenir le rythme de l'ordinateur, c'est le développement du travail au rendement avec toutes ses conséquences sur les salaires. Cette notion existe déjà sous des formes diverses, à l'automatisation avec la pratique du planning et du temps imparti à un travail que l'on doit respecter (la pratique des dates fixes par exemple), à la perforation où l'on a inauguré un système de boni collectif à la place du rendement individuel; dans d'autres services, c'est la succession des tâches qui s'est accélérée de telle manière qu'elle équivaut pratiquement à un rendement (économat, garçons, comptabilité financière). La rationalisation touche l'économat: c'est la première fois dans la compagnie qu'est mise sur pied un système de comptabilité du matériel et imprimés, analogue à la comptabilité matière de l'usine; c'est l'ordinateur qui a nécessité cette rationalisation car l'imprimé est le véhicule de toutes les opérations de la chaîne et il faut que les circuits s'accomplissent sans arrêts.

En bref, la cadence du travail devient la discipline et ce n'est pas un hasard si le contrôle du pointage est beaucoup moins sévère qu'il y a quelques années.

Les salaires

L'automatisation a achevé de bouleverser le barème traditionnel des salaires (la classification des emplois, vieille de plus de 15 ans ne correspond plus à rien après deux révolutions techniques successives)

Pour faire face rapidement à la mise en oeuvre de l'ordinateur, la direction a dû payer, d'autant plus que la surenchère aux techniciens est générale actuellement. Les salariés de l'automatisation se sont défendus individuellement et collectivement; sous la menace de la grève ou des départs, la direction a dû consentir des augmentations, des promotions, des primes s'ajoutant à des salaires d'embauche supérieurs. Par contre coup, cela a profité plus ou moins à l'ensemble des employés.

Actuellement, on peut tirer quelques conclusions:

- le paiement du diplôme: une peau d'âne vaut non seulement une embauche à meilleur tarif, mais tend à être monnayé selon un barème fixe. La promotion tendrait ainsi à être une promotion technocratique "au diplôme" alors qu'autrefois elle se faisait avant tout sur la preuve pratique des "capacités requises" jugées par les cadres et la direction. La lutte que les cadres traditionnels menaient depuis des années pour défendre la promotion compagnie a donc été balayée par l'apparition d'une technique nouvelle. Mais, dans la mesure où cette couche nouvelle de techniciens nettement différenciée par son salaire tend à se fondre dans le reste des employés, on peut se demander si ces différences ne vont pas aussi disparaître.

- l'uniformisation du salaire de l'employé moyen: cette uniformisation s'est faite par différentes voies: la diminution du nombre de coefficients attribués aux employés, la reprise des avantages concédés à l'embauche ou des primes lors des nominations, l'uniformisation de la cadence d'avancement pour les avantages individuels. Elle correspond à l'uniformisation des tâches et est le reflet de l'usure inlassable des revendications personnelles contre l'inégalité des salaires. Les différences importantes qui existent sont plus entre le groupe des techniciens et les employés qu'au sein du groupe des employés (nous excluons bien sûr les cadres de cette remarque).

- La hiérarchie des salaires reste ce qu'elle était. Les augmentations régulières annuelles en pourcentage accroissent d'année en année le fossé entre les salaires moyens des employés et celui des cadres, et encore plus pour les basses catégories. L'écart entre le salaire de base entre l'employé le plus bas et le fondé de pouvoir est passé de 697 f en 1954 à 1.297 f en 1964.

La résistance des employés

Elle ne s'est pas exprimée par des mouvements et à aucun moment elle n'a été le fait des syndicats ; mais elle a été très réelle : la direction a pris le plus grand soin pour éviter des "troubles" ; le souvenir de '55 n'y était pas pour rien.

Au début, il y a eu la grande peur de l'automatisme, qui touchait aussi bien cadres qu'employés : seuls essayaient de dorer la pilule la direction et les délégués (on pourrait citer des déclarations de l'époque).

Les employés qui le purent saisirent leur chance avec l'ordinateur. ils eurent raison mais ce ne fut qu'une minorité, entre 5 à 10% des employés ; ils surent aussi se défendre de concert avec les nouveaux embauchés et profiter du rapport de force qui leur était favorable, la direction ayant absolument besoin d'eux dans cette période cruciale. Promotions, primes, etc... , plus grande liberté dans le travail eurent comme contrepartie une forme d'aliénation plus subtile sous la forme du "travail d'équipe" et de "se donner à une tâche" quand les cadres l'exigeaient (heures supplémentaires, travail de nuit). De plus, rien n'est jamais acquis pour un travailleur : ceux de l'automatisme devront défendre les "avantages" qui leur furent concédés antérieurement ; et leur sort est directement menacé en cas d'apparition d'une nouvelle technique.

Pour les autres employés qui ne pouvaient "miser sur l'automatisme", les attitudes furent diverses : résistance sournoise aux analyses du travail, recherche d'un autre poste, revendication d'une promotion plus rapide ; mais pour la majorité, c'était la routine du travail qui continuait, dissimulant mal une certaine inquiétude jusqu'au jour où l'échec du gamma 60 (le fameux Anatole) libéra chacun de la hantise de l'automatisme. Aujourd'hui, l'ordinateur est installé et personne n'en a plus peur, parce que chacun est resté en place avec autant, sinon plus de travail, sans qu'il y ait eu bouleversements majeurs, nous avons vu pourquoi.

Il ne faut pourtant pas crier victoire car c'est peut être maintenant que les effets de l'automatisme vont se faire le plus sentir. C'est une règle générale qu'un changement de technique de production est toujours le prétexte d'un accroissement des cadences de travail. Il y a déjà eu une première rationalisation qui s'est faite par le refus d'embauche pendant 10 ans sous le prétexte d'avoir à éviter des licenciements. Le résultat a été une augmentation de productivité importante, due seulement pour partie aux machines (pour aucune partie pour les garçons, le matériel, les archives, la codification). Chacun y a résisté avec ses moyens de bord, cela s'exprime encore par des conflits latents dans certains services à propos des heures supplémentaires, du travail du samedi, des rappels à l'ordre à 8h 30 ou à 5h25, le réveil chez certains cadres des pratiques de l'adjudantisme, par un contrôle plus étroit des employés. Cet accroissement de la productivité a été accompagné d'une augmentation du salaire et notamment des primes qui ont plus augmenté que les salaires. Mais l'argent n'a jamais compensé la fatigue (et là chacun se défend comme il peut) et la compagnie a retiré infiniment plus des économies de personnel qu'elle n'a déboursé en primes.

Une autre rationalisation risque de toucher maintenant les employés et plus particulièrement les jeunes qui au départ font ce qu'on leur demande sans trop savoir si cela est supérieur à la moyenne. C'est dans les années qui viennent, avec la relève des anciens cadres par les nouveaux, avec l'entrée de nouveaux employés que le visage nouveau de l'exploitation avec l'ordinateur apparaîtra peu à peu.

L'exemple de l'économat est significatif. L'imprimé joue un rôle essentiel dans la chaîne d'automatisme, il est nécessaire de contrôler un approvisionnement régulier. Le bureau des méthodes a fait irruption à l'économat et a imposé ses méthodes d'organisation. Mais les réductions d'effectifs, les conflits de cadres, l'exiguïté des locaux, les ordres impératifs donnés par ceux qui ne connaissent pas le travail et qui croient que tout peut se régler sur le papier, tout cela a entraîné un beau remue ménage, peut être provisoire, mais dont les employés font seuls les frais et dont ils se défendent tant bien que mal en essayant de maintenir le travail dans les limites de temps et de cadence habituels. C'est un exemple que l'on risque de voir se reproduire ailleurs. Aux employés de défendre leur santé, leur vie, leur dignité d'hommes.